



COMMUNIQUÉ DE PRESSE INTERSYNDICAL

N° 15 du 4 septembre 2026

DES AGENT·ES HOSPITALIER·ÈRES EN ÉBULLITION MAIS TOUJOURS SANS PROTECTION

Le 8 septembre 2026, les agent·es hospitalier·ères doivent se faire entendre !

Les 5 organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique hospitalière (FPH) : CGT, FO, CFDT Santé-Sociaux, SUD santé sociaux, et l'UNSA Santé & Sociaux Public et Privé, constatent à nouveau le mépris dont fait preuve le gouvernement à l'encontre de tous les agent·es de la FPH : le silence du Premier ministre et de la ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées aux courriers de l'intersyndicale en dit long sur la façon dont sont considérés les agent·es de la Fonction Publique Hospitalière.

Nous exigeons des actes concrets vis-à-vis de celles et ceux qui ont encore une fois montré lors de cet été caniculaire, que le système de santé ne tient que grâce à l'ingéniosité et au volontarisme des personnels des hôpitaux, EHPAD et structures d'accueil : chacun·e, qu'il·elle soit soignant·e, éducatif, technique, administratif·ive, titulaires ou contractuel·les, était sur le front pour protéger au mieux, avec les moyens du bord, les patient·es et usager·ères.

Nous, organisations syndicales représentatives de ces personnels, nous dénonçons le manque de vision et d'engagement du gouvernement dans les politiques de transition écologique et dans les financements du service public dédiés à cette mission ! Les milliers de morts, les conditions d'accueil et de travail dégradées de cet été ne sont que le résultat d'un attentisme conscient et dangereux et de choix gouvernementaux purement financiers. Nos politiques jouent avec la santé des usager·ères comme celle des professionnel·les !

Nous dénonçons aussi le silence assourdissant du gouvernement à nos revendications pour une protection sociale complémentaire permettant aux agent·es de bénéficier enfin d'une participation de l'employeur comme tous les autres travailleur·euses en France !

Alors que s'ouvrent les concertations sur le PLFSS 2027, aucune modification du cadre budgétaire, contraint et insuffisant, de 400 millions d'euros sur la PSC ni du calendrier n'a été proposée : nous dénonçons l'arrêt des travaux de la DGOS et le report de l'échéance de la mise en œuvre de la complémentaire santé à septembre 2027, au mépris de la décision parlementaire qui a voté une application de la protection santé complémentaire au 1^{er} janvier 2027.

.../...

Barbara Filhol,
Secrétaire générale.
CGT santé et action sociale
06 82 23 50 29

Didier Birig,
Secrétaire général.
FO Services publics et de
Santé
06 64 90 66 03

Evelyne Rescanières,
Secrétaire générale.
Fédération CFDT Santé-
Sociaux

Audrey Padelli,
Co-déléguée.
Sud santé sociaux
07 57 01 55 59

Guillaume Icche-Pierre,
Co-délégué.
Sud santé sociaux
07 57 01 11 65

Yann Le Baron,
Secrétaire national.
Fédération U.N.S.A. Santé et
Sociaux Public et Privé
06 48 07 38 47

Contacts
CFDT Santé-Sociaux :

Fabien HALLET
Attaché de presse
06 36 02 15 07

**presse@sante-
sociaux.cfdt.fr**



.../...

Concernant la prévoyance, aucune évolution statutaire, ni contractuelle, n'est envisagée du côté du gouvernement à court terme alors que le taux de sinistralité est le plus important, tous secteurs professionnels confondus. Le sort réservé à la protection des hospitalier·ères est inacceptable en l'état !

Alors que le Premier ministre plébiscite le dialogue social par la négociation, il est urgent de vérifier cette volonté, en répondant favorablement au courrier de l'intersyndicale de juin 2026, pour lequel à ce jour, aucune réponse n'a été faite.

Les organisations syndicales représentatives ne peuvent être ignorées : elles sont légitimées par le suffrage des agent·es lors des élections professionnelles et disposent, à ce titre, d'un mandat pour les représenter et défendre leurs intérêts.

Il ne peut y avoir de dialogue social crédible sans écouter celles et ceux que les agent·es ont choisis pour les représenter.

Nous demandons donc au Gouvernement de respecter cette représentativité et la démocratie sociale en ouvrant sans délai avec les représentant·es élu·es, une véritable négociation, loyale et sincère pour parvenir à la signature d'un accord indispensable pour garantir couverture santé et prévoyance digne de ce nom pour les 1,2 millions d'agent·es hospitalier·ères.

L'intersyndicale FPH appelle tous·toutes les agent·es, le 8 septembre 2026, titulaires et contractuel·les de la Fonction Publique Hospitalière, à se rendre sur les lieux de rassemblements organisés partout en France, dans les hôpitaux, EHPAD, structures médico-sociales et sociales de la Fonction Publique Hospitalière pour montrer la force invisible qu'ils·elles sont, revendiquer des conditions de travail dignes et la juste reconnaissance de leur investissement au bénéfice de la santé de la population !

Conférence de Presse intersyndicale

**Le lundi 07 septembre 2026 à 16H30 en salle de Presse
Fédération CFTD 47/49 avenue Simon bolivar 75019 Paris**